



INFOFLASH

First edition



première édition

Corporate Communications Division (BCC)
Telephone: (613) 995-9678
Fax: (613) 992-2432

Direction des communications ministérielles(BCC)
Téléphone : (613) 995-9678
Télécopieur : (613) 992-2432

Monday, September 29, 1998 • Le lundi 29 septembre 1998

[Presse Canadienne (Français)]

PEYREFITTE-FRANCOPHONIE

Byline: Michel Dolbec

PARIS (PC) - L'ex-ministre du général de Gaulle, Alain Peyrefitte, espère que le récent affrontement entre Ottawa et Québec autour de la visite du secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, ne sera qu'un "accroc à l'histoire des 30 dernières années. "J'espère que cela n'aura pas de suite, a déclaré M. Peyrefitte. Le Québec ne doit pas abandonner les droits que l'histoire lui a reconnus. L'histoire, Alain Peyrefitte la connaît bien. C'est lui qui avait invité pour la première fois le gouvernement du Québec à prendre part à une conférence internationale, celle des ministres de l'Education francophones, à Libreville en 1968. Le fédéral s'y était vivement opposé mais ses protestations officielles n'avaient pas fait fléchir la France. La conférence avait donné lieu à de vifs affrontements. Les "guerres de drapeaux à cette époque (un an après le Vive le Québec libre) avaient une autre allure. "C'était un coup de force, se souvient l'ex-ministre. Le général pratiquait la méthode du fait accompli. Mais il savait que la Francophonie ne pouvait s'éclorre qu'à la condition que le Québec en fasse partie. Trente ans plus tard, le père de la formule "Non-ingérence, non-indifférence se déclare "étonné d'apprendre qu'Ottawa a voulu régenter dans ses moindres détails la partie québécoise de la visite de M. Boutros-Ghali au Canada. "Ce qu'a voulu l'histoire, c'est que ce conflit soit enjambé et qu'on ne revienne pas en arrière a encore dit M. Peyrefitte, qui a reçu, la semaine dernière à Paris, l'Ordre national du Québec des mains de la ministre de la Culture, Louise Beaudoin.

Pour protester contre l'attitude fédérale, le premier ministre Bouchard avait refusé de recevoir le secrétaire général de la Francophonie, accusé de son côté d'avoir joué de bout en bout le jeu du fédéral dans cette affaire. M. Boutros-Ghali avait été prévenu longtemps à l'avance par les représentants québécois à Paris de la tournure que risquait de prendre sa visite. "Il a cru qu'on était velléitaire, qu'on bluffait. Il s'est entêté à croire que c'était seulement une chicane de famille. Il n'a rien compris à ce qui se passait a résumé un haut-fonctionnaire. Si l'ex-ministre Peyrefitte croit que cet incident ne sera qu'un accroc, les faits semblent annoncer le contraire. L'affaire Boutros-Ghali n'était pas la première du genre et ne sera sans doute pas la dernière, pense-t-on du côté québécois. "Ca fait huit ou neuf mois qu'Ottawa essaie de contrôler toutes les visites officielles au Québec. Pour Boutros, ça devenait trop gros. On pouvait pas laisser passer ça. Mais ce n'est qu'un début. Ca va brasser encore prédit-on chez les Québécois.

[CP Wire]

Committee challenges government stand on jurisdiction (extract)

Byline: Stephen Thorne

HALIFAX (CP) - The Commons fisheries committee is not taking no for an answer from the federal government, threatening to call Ottawa's own experts to support its stand on ousting foreign fleets from the Northwest Atlantic. The all-party panel plans to hold public hearings on its proposal to extend Canada's fisheries jurisdiction into outlying areas of the Grand Banks off Newfoundland even though Ottawa has rejected the idea. "Why make deals to give away our fish to foreign nations when